

La tour en construction de la nouvelle banque centrale, pensée par Zaha Hadid.



Au festival du cerf-volant, dans le parc d'Abu Nuwas, le 17 mars. PHOTOS ALINE DESCHAMPS

«Nous exprimons notre désir de liberté» : à Bagdad, l'art pour panser les plaies

Depuis la révolte sanglante de 2019, les moins de 30 ans usent de créativité pour exprimer leur volonté d'un nouvel Irak, loin des stéréotypes véhiculés à l'étranger.

«**Q**uoi qu'il arrive, je ne quitterai pas mon pays. Ici, nous ne mangeons pas de porc, mais on pourrait manger de la merde. Et où trouverais-je un grand pays comme le nôtre ? A chaque élection, ils distribuent des poulets et des couvertures ! Nous avons

un pays démocratique et la liberté d'expression. Mais parler d'eux, évidemment, nous ne pouvons pas.» De ses textes percutants et emplis d'un sarcasme acéré, la star du rap irakien Hussein Khalifa, de son nom de scène Khalifa OG, s'attaque, sans jamais les nommer, aux politiciens et au clergé irakiens dans sa chanson *Tapsy*. S'il cartonne aujourd'hui sur les plateformes et s'il cumule des millions d'écoutes, c'est avant tout



car ses chansons trouvent une résonance particulière chez une jeunesse irakienne désabusée par la situation dans le pays. «Depuis vingt ans, l'Irak n'a connu que des problèmes. Aujourd'hui, il n'y a pas travail, pas de sécurité ni de libertés. Alors j'essaie de transmettre des messages et de soutenir les gens par la musique», explique le musicien de 25 ans, précurseur dans son genre musical. Il faut dire qu'après la répression sanglante des manifestations

«Tishreen» («octobre», en arabe) de 2019 – près de 600 morts et plus de 20 000 blessés –, une grande partie de la jeunesse a abandonné tout espoir de changement par les urnes, comme en témoignait leur abstention record lors des dernières élections législatives en 2021. Malgré le lourd tribut payé, les lignes sociales commencent toutefois à bouger. «Les gens osent davantage s'exprimer, se mélanger», témoigne l'actrice Rudhab Ahmed. Avant de devenir l'un des visages les plus en vue du petit écran, la comédienne défilait elle aussi sur la place Tahrir de Bagdad, épicerie du mouvement. Aujourd'hui, elle cherche à en incarner les

valeurs par les rôles qu'elle endosse à la télé comme au théâtre : «Je me sens une responsabilité de montrer, non seulement à la société irakienne mais aussi au monde, ce que sont nos vies. Mais je ne suis pas la seule. Depuis Tishreen, nous sommes de plus en plus nombreux dans l'industrie et dans le domaine artistique à oser porter ce message.»

«**Sensibiliser.** «La révolution n'a peut-être pas pu aller au bout de ses revendications, mais elle a eu le mérite de faire évoluer les mentalités», abonde Leezan Salam. A 26 ans, cette jeune Bagdadienne est professeure de ballet. Dans une société ira-

kienne taxée de conservatisme, qui d'autre qu'une femme vivant de l'expression de son corps pourrait mieux en témoigner ? «Avant octobre 2019, j'ai connu des années très difficiles, à subir beaucoup de commentaires négatifs de la part des conservateurs, poursuit-elle. Car, pour une femme, danser en public est considéré comme «haram», «péché». Mais désormais je reçois beaucoup plus de témoignages de soutien. Faire ce que je fais n'aurait pas été envisageable il y a dix ans par exemple.» Aujourd'hui, elle enseigne à plus d'une centaine de jeunes filles à qui elle offre un terrain d'expression tout nouveau. «Le change- Suite page 12

Suite de la page 11 ment est encore plus perceptible chez les parents. Le père d'une de mes élèves refusait qu'elle participe aux représentations publiques. J'ai réussi à le convaincre. Maintenant, c'est lui qui me demande les prochaines dates!» Pour Leezan Salam comme Rudhab Ahmed, les femmes sont désormais plus actives et hésitent moins à investir l'espace artistique. «Nous connaissons nos droits et exprimons notre désir de liberté», détaille la danseuse. Pour Ahmed, l'un des changements les plus notables touche au rapport aux hommes: «Nous n'avons plus peur de nous mélanger. Désormais, nous pouvons parler avec des hommes sans devoir craindre que l'on aille raconter des mauvaises choses à nos familles. Car au final nous avons souvent plus peur de nos familles que du gouvernement.»

Cette peur du jugement familial, Fatima Dahir, 25 ans, l'a vaincue en décidant d'avouer à ses parents le harcèlement domestique dont elle a été plusieurs fois victime, et sur lequel elle préfère ne pas s'étendre. Un phénomène aussi tabou qu'il est fréquent en Irak. «Je dirais que 80% des filles de mon entourage en ont été victimes. C'est pourquoi j'ai décidé d'en parler à travers un projet de peinture sur lequel je travaille», explique-t-elle courageusement. Son travail sera exposé à Beit Tarkib, le premier centre d'art contemporain de Bagdad.

Fondé en 2015 et établi dans une vieille bâtisse du très dynamique quartier de Karrada, il offre à Bagdad un lieu d'exposition unique aux artistes comme Fatima, et propose de nombreux ateliers destinés aux plus jeunes: cours de musique, de peinture, de sculpture... Ici, on peut venir se familiariser à l'expression artistique dès son plus jeune âge. Pour les volontaires du centre comme Zaid Saad, 32 ans, l'objectif est aussi et surtout social: «Ma génération a grandi dans les années les plus difficiles. Nous ne disposons pas de ce genre d'espaces, alors que l'art permet d'éduquer et de sensibiliser les gens. Ces enfants vont s'élever avec un cœur libre, ouvert et apaisé, tout en s'amusant. C'est quelque chose qui bénéficiera à toute la société.»

«Ça vient vraiment d'Irak?» Alors qu'il exposait il y a

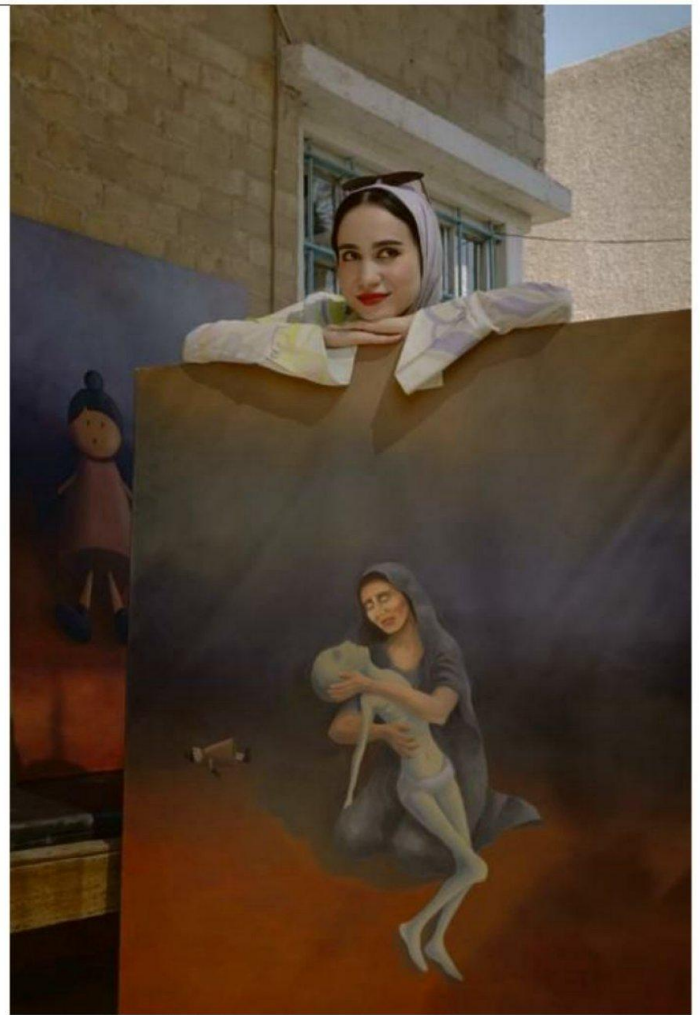
«Certains croient qu'on monte encore à dos de chameaux. Nous payons les erreurs des générations passées et c'est notre devoir de changer ça.»

Rudhab Ahmed actrice

quelques mois son travail en Allemagne aux côtés d'autres artistes contemporains irakiens, Zaid Saad s'est pris de plein fouet l'image d'un Irak en guerre, ancrée dans les esprits occidentaux. «Ça me peine que ce soit la seule image que les gens en ont. Certes nous avons des problèmes, mais il y a aussi de la vie, une jeunesse pacifique, de l'art, de la culture.»

Terreau fertile. Expérience similaire du côté de Rudhab Ahmed, cette fois-ci lors d'une visite en France où, comme à son habitude, elle était habillée à l'occidentale: «Une personne rencontrée a été choquée que je sois irakienne, à cause de mon apparence. Certains croient qu'on monte encore à dos de chameaux. Cela m'a réellement blessée. Mais nous payons les erreurs des générations passées et c'est notre devoir de changer tout ça, d'avoir nous-même un discours positif sur notre pays. Ce n'est qu'en incarnant et en montrant l'Irak tel que nous l'aimons que nous commencerons à entrevoir un meilleur futur.» Grace à tous ces nouveaux acteurs du changement, les graines ont en tout cas été semées. Et avec une population extrêmement jeune – 68% des Irakiens ont moins de 30 ans (lire page 10) –, le terreau semble fertile pour les voir un jour germer.

ALEXIS EXPOSITO
Correspondance à Bagdad
Photos **ALINE DESCHAMPS**



L'artiste Fatima Dahir, à Beit Tarkib, premier centre d'art contemporain de Bagdad.

«Les Etats-Unis n'ont pas voulu retenir les leçons» de la guerre

Après l'invasion de l'Irak, Washington a maintenu sa doctrine de la «paix par la force» pour conserver son hégémonie. Une «erreur» à corriger, estime l'historien américain Stephen Wertheim.

Historien et chercheur à la fondation Carnegie, Stephen Wertheim est l'auteur de l'essai *Tomorrow, the World: The Birth of U.S. Global Supremacy* (2020, non traduit), dans lequel il critique la quête hégémonique mondiale des Etats-Unis et défend l'émergence d'une approche plus modeste et collaborative de la politique étrangère américaine. Vingt ans tout juste après l'invasion américaine de l'Irak, il déchiffre pour *Libération* les leçons non apprises par Washington.

Avec deux décennies de recul, pour quelle raison les Etats-Unis ont-ils envahi l'Irak? Cette question restera en partie insoluble car,

dans une certaine mesure, l'administration Bush elle-même ne le savait pas vraiment. A haut niveau, divers responsables portaient des motivations différentes et l'administration de George W. Bush n'a jamais organisé de réunion entre les principaux acteurs de la politique étrangère, dont le président, pour peser le pour et le contre de l'invasion de l'Irak. Les discussions portaient toujours sur la prochaine étape de la confrontation avec Saddam Hussein, jusqu'au stade où l'administration a décrété qu'elle en avait assez des inspections d'arsenal, et qu'il était temps d'envahir. Nous ne pouvons donc que spéculer sur les motivations à l'œuvre, car un examen des archives nous offre plus de questions que de réponses. A mon sens, les Etats-Unis voulaient reprendre l'initiative après le 11 Septembre, en faisant un exemple pour éteindre dans l'œuf toute résistance à la puissance américaine dans le monde. Déjà présents dans l'administration de Bush père, les partisans les plus fervents de la guerre étaient les architectes d'une stratégie d'hégémonie mondiale des Etats-Unis issue de la guerre froide: perpétuer la

domination politique et militaire sur le monde, même en l'absence d'une grande puissance totalitaire rivale, afin d'empêcher l'émergence d'un tel rival. De ce point de vue, le 11 Septembre est apparu autant comme une menace qu'une opportunité.

En quoi?

Il a certes fait émerger le spectre croissant d'une résistance internationale à l'hégémonie américaine mais il a aussi offert l'occasion de faire passer un message quant à la puissance de sa riposte. Et peut-être ce message n'en était-il que plus efficace si la cible n'était pas directement impliquée dans les attaques du 11 Septembre: si vous résistez aux Etats-Unis, voyez ce qui se passe... Il reste à expliquer pourquoi Donald Rumsfeld, seulement quelques heures après l'effondrement des tours jumelles, a dit à l'un de ses collaborateurs qu'il faudrait frapper non seulement Ben Laden mais aussi Saddam Hussein, et «*aller massivement, tout balayer, que les choses soient liées ou non*», pour citer le mémo d'époque. Saddam était une épine dans le pied de l'Amérique, à la fois concrètement et symboli-

quement. Dans les années 90, les Etats-Unis avaient vécu comme une humiliation qu'il soit resté au pouvoir.

Vous évoquez comment un certain état d'esprit issu de la guerre froide a conduit à l'invasion de l'Irak. A quel point l'héritage de la campagne irakienne structure-t-il la politique étrangère des Etats-Unis aujourd'hui?

La guerre en Irak a eu un impact profond sur la politique étrangère américaine et la perception par le pays de son rôle dans le monde: lancée pour affirmer le rôle planétaire de l'Amérique, elle se fondait sur la conviction que les Etats-Unis étaient en droit d'envahir un pays et d'en renverser le gouvernement, quand bien même celui-ci ne représentait aucune menace pour nous. Alors que les dirigeants américains voudraient l'oublier, l'héritage de cet élan unilatéraliste continue d'affecter leur politique étrangère.

Obama a tenté de tourner la page après le retrait des troupes en 2011, mais a fini par renvoyer des soldats combattre l'Etat islamique des années plus tard. Il ne suffisait pas de virer les républicains du pouvoir et les remplacer par quelqu'un de plus réfléchi. Les causes de la guerre n'avaient pas été assez prises en compte et cette tentative de pousser le problème sous le tapis a laissé les gens avec une frustration et une colère non résolues envers la guerre. C'est ce qui permit à Trump de capitaliser sur ce sentiment, comme lors du débat en Caroline du Sud, où il a dénoncé l'Irak